



Décision individuelle N° 2020-245

Pétitionnaire : commune d'Uvernet-Fours

Adresse : le Village – 04 400 Uvernet-Fours

Nature de la demande : travaux en cœur de parc (nécessaires à l'exploitation agricole, pastorale ou forestière)

Intitulé du projet : reconstruction de la passerelle des Longs

Localisation : lit du Bachelard au droit de la parcelle n°394 section B – Village des Longs (Uvernet-Fours)

La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, R.331-19 et R.331.67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13 et 17 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 11 septembre 2017,

Vu la décision n°2017-973 du 12 septembre 2017 autorisant la commune d'Uvernet-Fours à procéder à des travaux de reconstruction de la passerelle des Longs,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 28 août 2020 par Monsieur BOUVET Patrick, Maire d'Uvernet-Fours,

Considérant que les travaux préalablement autorisés par la décision n°2017-973 sus-visée n'ont pas pu être mis en œuvre sur la période de validité de la décision, compte-tenu d'une surcharge de travail de la part des services municipaux,

Considérant que la demande est identique à celle de 2017, la seule modification apportée visant le remplacement des IPN en bois lamellé-collé par des supports en fûts de mélèze prélevés en forêt communale, en-dehors du cœur,

Considérant que cette modification est entièrement compatible avec l'avis du Conseil scientifique rendu le 11 septembre 2017,

Considérant la nécessité de maintenir les prescriptions de mise en œuvre de manière à garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et de conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Nature de la demande

La commune d'Uvernet-Fours, représentée par son Maire Monsieur BOUVET Patrick, est autorisée aux conditions définies ci-après à procéder à des travaux de reconstruction de la « passerelle des Longs », au droit de la parcelle n°394 section B – Village des Longs (Uvernet-Fours).

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. La commune d'Uvernet-Fours associera les services du Parc national et de l'Office français pour la biodiversité (OFB) à une visite sur site préalable au lancement du chantier, ainsi qu'à une réunion de recollement de celui-ci.

L'organisation de ces réunions devra être connue des services au moins 10 jours avant la date prévue.

A l'occasion de ces réunions, les agents des services du Parc national et/ou de l'OFB seront susceptibles d'émettre des prescriptions complémentaires notamment en cas de nécessité ponctuelle de remise en état du site. Ces prescriptions seront à la charge du bénéficiaire.

2.2. Les traversées d'engin devront se pratiquer perpendiculairement au lit du cours d'eau, sans aménagement ni intervention particulière sur celui-ci (fonds et berges). Leur nombre devra être limité au strict nécessaire.

2.3. Les enrochements de soutien aux culées de la passerelle seront réalisés selon la technique des enrochements libres, sans maçonnerie ni butée enterrée ni avancée dans le lit mineur. En cas de nécessité d'importer des blocs rocheux, la nature géologique de ces derniers devra être exactement identique aux matériaux naturellement présents dans le lit du Bachelard.

2.4. Côté cœur du Parc national tout prélèvement de matériaux, quelles que soient ses dimensions, est interdit.

2.5. Les poutres transversales prévues en lieu et place des IPN seront constituées de bois brut de mélèze; aucun traitement de surface n'est autorisé.

2.6. Le platelage et les gardes-corps seront constitués de bois de mélèze non traité.

2.7. Un obstacle matériel et inamovible sera installé à chaque extrémité de la passerelle afin d'empêcher la circulation des véhicules motorisés tout-terrain.

2.8. L'ensemble des déchets, résidus ou surplus de matériaux sera collecté et évacué vers des installations de traitement dûment autorisées. Tout brûlage est interdit dans le cœur du parc national.

2.8. Une fois les travaux terminés, toute trace de cheminement dans le lit du cours d'eau et sur ses berges devra être effacée (re-positionnement de blocs rocheux ou de matériaux de crue...).

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée du mardi 1er septembre 2020 au samedi 31 octobre 2020.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement

public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des propriétaires fonciers des terrains concernés et autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité autorisée et de l'infrastructure créée.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 31 août 2020



La directrice
du Parc national du Mercantour


Aline COMEAU

Copie :

- service territorial Ubaye-Verdon, antenne Ubaye

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.